

LA GRÈCE, DE LA RÉSISTANCE À LA GUERRE CIVILE (1940-1949)

OU QUELQUES DONNÉES HISTORIQUES QUI PEUVENT
ÉCLAIRER EN PARTIE LE CARACTÈRE PARTICULIER DES
ÉVÉNEMENTS DE DÉCEMBRE 2008

D'après l'ouvrage de Constantin Tsoukalas : *La Grèce de l'indépendance aux colonels*
(pages 48 à 104) Edition Maspéro, 1970 -

LA RÉSISTANCE (1940-1944)

• **octobre 40** : Mussolini donne l'ordre à ses troupes de franchir la frontière albanaise : la Grèce entre dans la 2^{ème} Guerre mondiale : *« contrairement à toute attente, l'ardeur de son armée et le soutien unanime du peuple permirent à la Grèce d'obtenir la première victoire remportée sur l'Axe. Non seulement l'offensive italienne fut contenue avec succès, mais une série d'attaques énergiques obligea l'armée italienne à battre en retraite »*

• **1941** : l'armée grecque ne peut résister longtemps à la vague d'assaut de la Wehrmacht qui pénètre dans Athènes en avril 1941. Après la chute de la Crète (1941), la totalité du territoire grec est occupée par les forces de l'Axe. La situation économique devient rapidement désastreuse, toutes les ressources du pays sont prises en main par l'occupant et pendant l'hiver tragique de 41-42, la famine sévit : 300 000 personnes meurent de faim. *« Plus sans doute que la défaite et l'occupation étrangère, c'est la hantise de la faim qui, jointe aux atrocités commises par les forces d'occupation, endurecit la volonté des Grecs. La perspective de leur disparition, au lieu de les rendre passifs, les pousse à la lutte. S'ils voulaient survivre, il leur fallait résister. Le seul problème concernait l'organisation et les dirigeants »*. Le gouvernement grec en exil, les hommes des vieux partis politiques et le roi George II, coupés du pays, impuissants et peureux ne sont pas à même d'organiser cette résistance. Le Parti communiste grec (KKE), dont les cadres sont sortis des prisons lors de la chute du dictateur Metaxas, qui ont l'expérience du travail clandestin, peut combler le vide politique et prendre la direction de la lutte. *« Ainsi, quand les communistes formèrent les premiers noyaux de résistance, ils furent rejoints par un grand nombre de personnes qui n'avaient eu jusqu'alors aucun contact politique ou idéologique avec la gauche »*. *« De tous les pays occupés d'Europe, seuls la Grèce et la Yougoslavie eurent un mouvement de résistance présentant ce caractère de soulèvement général du peuple »*

En septembre 1941, le KKE crée avec divers petits partis, l'EAM (Front National de Libération) et, sous l'autorité politique de ce dernier, l'ELAS (Armée de Libération du Peuple). Les objectifs de l'EAM étaient de résister à l'occupation et de promouvoir, après la guerre, un nouveau régime démocratique. *« Si les communistes qui constituaient la force politique dirigeante de l'EAM avaient d'autres objectifs à long terme, l'avènement du socialisme ne fut jamais envisagé comme objectif immédiat »*

« Presque partout dans les campagnes, l'EAM régnait pratiquement sans discussion dans les montagnes, avec la coopération totale des paysans, dont l'indifférence traditionnelle se transforma progressivement en participation sans réserve à la lutte commune ».

Voici le témoignage de l'agent britannique Woodhouse, dont la mission est de démanteler politiquement l'EAM : *« Après s'être assurés le contrôle de presque tout le pays [...] ils lui avaient donné un certain nombre de choses qu'il n'avait jamais connues. Les communications dans les montagnes, en sans-fil ou par téléphone, n'avaient jamais été aussi bonnes ; l'EAM-ELAS allait jusqu'à réparer et utiliser les grandes routes... Pour la première fois, les bienfaits de la civilisation et de la culture pénétrèrent petit à petit dans les montagnes. Des écoles, des gouvernements locaux, des cours de justice et des services publics se remirent à fonctionner. On vit démarrer des théâtres, des usines, des assemblées parlementaires. Une vie commune s'organisa, qui remplaça l'individualisme traditionnel du paysan grec... L'EAM-ELAS jeta les bases [...] d'un Etat organisé dans les montagnes grecques »*

• **en 1943**, le pays tout entier, à l'exception des villes et de l'artère Athènes-Salonique, était contrôlé par les partisans. Le rapport de l'occupant allemand est éloquent *« Situation politique de la Grèce, juillet 1943 : 90 % des Grecs sont aujourd'hui unanimement hostiles aux puissances de l'Axe et sont prêts à se révolter ouvertement ; L'EAM, avec ses organisations de combat, est le pilier de tout le mouvement de résistance »*

Les Britanniques se trouvent dans une position très délicate : ils ont besoin de la Grèce pour régner sur la Méditerranée orientale, mais quand les Allemands partiraient, l'ELAS contrôlerait tout le pays (en 1944, l'ELAS représente une armée de 50 000 hommes dans la région d'Athènes et du Pirée, et l'EAM a entre 500 000 et 2 000 000 de membres, sur une population totale de 7 000 000 habitants). Ils s'appliquent donc à renforcer toutes les formations militaires non communistes ; l'objectif est clair : elles seraient par la suite utilisées contre l'EAM. Pendant ce temps, l'armée grecque demeure soumise à l'autorité britannique et non à celle du « gouvernement ».

• **début 1944**, *« malgré tous ses efforts, la Grande-Bretagne n'avait pas réalisé son principal objectif : les forces populaires occupaient pratiquement la totalité du pays, et il n'existait aucune force grecque capable de leur tenir tête [...] La prépondérance de l'ELAS était telle qu'aucune guerre civile n'était à craindre. Il faut souligner que, même à ce stade, l'EAM s'en tient aux objectifs définis dans ses statuts : élections libres et démocratie. La lutte pour le pouvoir semblait destinée prendre des formes politiques légales ».*

LA LIBÉRATION (MARS-DÉCEMBRE 1944)

• **en mars 1944**, le Comité Politique de Libération Nationale (PEEA) fut créé par l'EAM *« afin d'organiser la lutte pour la libération nationale... et assurer la souveraineté du peuple »*. Composé de nombreux non-communistes, le PEEA met l'accent sur le caractère démocratique de ses structures et va jusqu'à organiser des élections clandestines à bulletin secret dans tout le pays : les représentants élus se constituent en assemblée nationale et devient le gouvernement qui représente vraiment la Grèce, ce qui fait dire à Churchill : *« une*

seconde administration, contrôlée par les communistes, s'est ainsi constituée comme point de ralliement de tous les Grecs ».

- *Mais à la différence de l'organisme analogue que Tito avait créé dans les montagnes yougoslaves, le PEEA se contente « de demander l'établissement d'un gouvernement de coalition nationale, où il serait représenté, sans toutefois revendiquer le poste de premier ministre. Cette attitude laissa aux Britanniques une marge de manœuvre considérable ».*
- **Sur le plan militaire**, la structure de l'ELAS reflète la même attitude : à la différence des partisans de Tito, l'EAM donne l'ordre à ses membres de rester dans les villes (pour y jouer le rôle de saboteurs et d'agents de liaison), ce qui d'une part affaiblit la puissance militaire de l'ELAS et d'autre part rend les militants plus vulnérables car exposés en ville à la répression.
- **En mars 1944**, la demande de constitution d'un gouvernement d'unité nationale par le PEEA adressé au Premier ministre grec fantoche Tsouderos, est soutenue par une majorité de soldats de l'armée régulière grecque du Moyen-Orient. Churchill exige le rejet de cette demande et, quand se manifestèrent les premiers signes d'une mutinerie, il passe à l'attaque et purge l'armée grecque de ses éléments indésirables : 20 000 hommes (soit la moitié du personnel militaire grec au Moyen-Orient) sont envoyés en camp de concentration en Libye et Erythrée.
- **Papandreou**, homme de l'ancien monde politique, républicain et inspirant une grande confiance aux Britanniques devient Premier ministre avec un objectif clair : réaliser un gouvernement d'unité nationale sans rien céder aux communistes. *« La fourberie est évidente, mais les forces de gauche n'en abandonnèrent pas pour autant leur attitude conciliante ».* L'accord du 30 mai 1944 prévoit l'unification de toutes les forces de guérilla du pays sous l'autorité d'un gouvernement national dirigé par Papandreou. Mais la composition de ce gouvernement demeure en suspens : le PEEA demande 50 % des portefeuilles, Papandreou fait traîner les choses en longueur. Le 7 juillet 1944, l'EAM menace de rompre l'accord si cette exigence n'est pas satisfaite.
- **Mais l'attitude de l'EAM change en 20 jours du tout au tout** : *« Le 29 juillet, le PEEA acceptait de faire partie du gouvernement à la seule condition que Papandreou soit remplacé ; le 15 août, il abandonnait cette exigence ; le 3 septembre, 6 représentants du PEEA entraient au gouvernement pour y occuper des postes sans importance. La volte-face était complète. Pour expliquer cette incroyable capitulation de la gauche qui, en septembre 44, contrôlait pratiquement le pays, il faut considérer la situation internationale ».*
- **L'accord Churchill-Staline** : en mai 1944, Eden propose aux Soviétiques le rattachement de la Roumanie et de la Grèce aux zones d'influence respectives de l'URSS et de la Grande-Bretagne. Les Russes insistent pour que le gouvernement US donne son accord, ce qui est bientôt chose faite, et ce « partage des responsabilités » est confirmé dans un télégramme de Churchill à Staline le 11 juillet : Churchill a maintenant la certitude que Staline n'interviendra pas, et le 6 août il prévient ses chefs d'état-major : *« il est possible que dans un mois environ nous devions faire entrer dans Athènes 10 000 ou 12 000 hommes avec quelques canons et blindés... ».*
- **Le 26 juillet**, une mission militaire soviétique prend contact en Grèce avec la direction du Parti communiste grec : le revirement marquant de la politique de l'EAM se produit trois plus tard. Comme le dit Tsoukalas *« il n'est pas certain qu'ils aient appris qu'ils étaient définitivement abandonnés, mais leur soudaine soumission à Papandreou ne peut s'expliquer que par les pressions soviétiques ».* En octobre 1944, à la conférence de Moscou, le partage des Balkans entre Staline et Churchill fut officiellement ratifié.
- Cependant, **sur le plan militaire**, la domination de l'EAM s'étendait encore sur tout le territoire. *« Mais les communistes avaient manifestement reçu de Staline des ordres très stricts leur commandant de satisfaire jusqu'au bout les exigences britanniques ».* Ils cèdent donc complètement militairement : par les accords de Caserte (septembre 1944), ils acceptent,

non seulement que l'ELAS passe sous le commandement des Britanniques (général Scobie), mais aussi d'autoriser le débarquement de troupes britanniques après le retrait des forces allemandes. Le 12 octobre 1944, les Allemands évacuent Athènes. Trois jours plus tard les « britanniques, commandées par Scobie y entrent. Le vide politique n'avait duré que trois jours. Le KKE appelle les « patriotes » [à s'unir] sous la direction d'un gouvernement d'unité nationale ». Papandreou soutenu par les Britanniques prend la tête du gouvernement et ordonne que les guérilleros soient dispersés pour le 10 décembre. Pendant ce temps l'activité des groupes d'extrême-droite, collaborateurs et autres « bataillons de sécurité » est encouragée par le gouvernement et les Britanniques. Les ministres de l'EAM démissionnent alors du gouvernement d'unité nationale, une grande manifestation est organisée le 3 décembre. Interdite, celle-ci est maintenue et rassemble une foule considérable, non armée, sur la place de la Constitution : soudain, sans avertissement, c'est la fusillade (28 morts et plus de cent blessés), la police a tiré de sang-froid.

DÉCEMBRE 1944 : LE TOURNANT CRITIQUE (1944-1946)

• **Le 3 décembre marque le début de la lutte armée.** Le lendemain, l'EAM appelle à une grève générale et à une manifestation de masse. Alors qu'ils se dispersent, les manifestants sont attaqués par des groupes armés d'extrême-droite et de collaborateurs. Il y a plus de 100 morts. L'ELAS lance le soir même des attaques contre des postes de police non « épurés », Scobie proclame la loi martiale et Churchill déclare « *Nous devons tenir Athènes ; sans effusion de sang, si c'est possible (ce serait magnifique) ; en le faisant couler, si besoin en est* ». Si la politique britannique est claire, les objectifs du KKE et de l'EAM le sont moins, quant à l'ampleur que devait prendre la lutte armée et la stratégie générale : au début, les combattants de l'ELAS reçoivent l'ordre d'éviter tout affrontement avec les Britanniques, ensuite « *il est significatif que les garnisons britanniques à Salonique et dans d'autres villes n'aient jamais été attaquées, en dépit de l'énorme supériorité de l'ELAS en hommes et matériel partout sauf à Athènes* » « *Des régiments entiers, stationnés à quelques dizaines de km de la capitale se virent refuser l'autorisation de rejoindre les lieux de combat* ». En même temps, les représentants de l'EAM-ELAS font plusieurs tentatives pour arriver à un armistice mais Churchill reste inflexible : « Se disant qu'il ne risquait rien, en raison de l'attitude de Staline, il décida de briser l'ELAS, qu'à la Chambre des Communes il qualifia de trotskiste – un beau clin d'œil à Staline – et de n'accepter que la soumission totale ». Churchill a d'ailleurs rendu hommage à Staline « *Staline respecta fidèlement l'accord que nous avons passé en octobre, et, au cours des longues semaines de combats contre les communistes dans les rues d'Athènes, il n'y eut pas un seul mot de reproche dans la Pravda ou les Izvestia* » Hommes et matériel sont envoyés en quantité à Athènes, et le 20 décembre, le rapport des forces est favorable aux Britanniques. La position militaire de l'ELAS devient intenable et Athènes est évacuée le 5 janvier 1945.

Les accords de Varkiza signés entre le 12 février 1945 entre les Britanniques, le gouvernement grec Plastiras et l'EAM consacrent la défaite de cette dernière : toutes les unités de guérilleros devaient être dispersées, l'ELAS devait rendre les armes sous 15 jours, l'EAM renonçait à être représenté au gouvernement : en contrepartie le KKE est autorisé à poursuivre ses activités politiques et les combattants de l'EAM-ELAS bénéficient d'une amnistie. « *L'amnistie ne s'étendait pas aux délits de droit commun, et cette omission devait se révéler fatale. Si les dirigeants de l'EAM furent mis à l'abri de toutes sanctions, les guérilleros, eux, furent soumis à des persécutions sans fin. Car il suffisait de forcer un peu la loi pour que pratiquement toute activité de guérilla puisse être considérée comme un délit de droit commun. Des dizaines de milliers de résistants devaient faire les frais de cet armistice tronqué. Quant aux dirigeants, dont les activités étaient par définition politiques, on n'y*

toucha pas. Leur capitulation totale, à un moment où, bien que battus à Athènes, ils contrôlaient encore la plus grande partie de la Grèce, fournit un arrière-plan général à la terreur blanche qui suivit et conduisit à la guerre civile. Une fois de plus, il semble que les pressions soviétiques aient eu leur rôle à jouer. Parsalides, membre du bureau politique du KKE fit ouvertement allusion à des pressions extérieures quand plus tard il fut accusé de capitulation. Il faut se rappeler que dans le temps, les accords de Varkiza coïncident avec Yalta ».

Les accords de Varkiza furent respectés par le KKE et l'EAM, et quand, devant le développement de la terreur blanche, de plus en plus de combattants de l'ELAS (dont le légendaire Aris Velouchiotis) refusèrent de rendre leurs armes, ils furent désavoués par le KKE et l'EAM.

- **Au milieu de l'année 1945**, la terreur blanche avait atteint des proportions énormes. Entre février et juillet 1945, 20 000 personnes sont arrêtées, plus de 500 sont assassinées et 2961 condamnées à mort. En décembre 45, le ministre de la Justice déclare : *« les personnes emprisonnées sont au nombre de 17 984... 48 956 personnes sont actuellement poursuivies pour leurs activités au sein de l'EAM-ELAS. ... Nous évaluons à plus de 80 000 le nombre de personnes devant être inculpées. »*

- Entretemps, **les accords de Yalta** avaient ratifié pour les Balkans les accords passés auparavant entre Churchill et Staline et fixé définitivement les zones d'influence.

Alors que les communistes grecs *« avaient raté leur chance quand ils tenaient entre leurs mains le pouvoir effectif total »*, ils vont, maintenant que les conditions se sont renversées à leur désavantage, adopter une attitude offensive qui va avoir des conséquences terribles. La situation économique est catastrophique, aggravée par la rigidité du contrôle britannique et des gouvernements grecs fantoches éphémères,

- **Fin 1945**, des manifestations monstres ont lieu dans la capitale et la domination de l'EAM sur les syndicats s'affermi. Des élections sont prévues pour mars 1946, mais l'intensification de la terreur blanche rend la campagne électorale quasi-impossible : tous les partis (sauf la droite) dénoncent une farce électorale et appellent à l'abstention. Malgré la ligne préconisée par le KKE, les anciens guérilleros partent de plus en plus nombreux dans les montagnes et s'organisent pour former des « unités d'auto-défense », et quand il s'avère que les élections de février 1946 seront truquées, le KKE prend la décision d'une lutte armée nationale. Cependant l'évolution de la situation intérieure ne suffit pas pour expliquer ce changement dans la politique du parti : lors de la conférence de Postdam, les Soviétiques durcissent leur attitude, protestent pour la première fois contre la façon dont la Grande-Bretagne traite le problème grec, Staline exige pour l'URSS un base militaire en Grèce (Salonique ou Alexandroupolis). *« Il est indubitable que le changement d'attitude des Soviétiques a influencé la reprise de la lutte armée en 1946 autant qu'il avait influencé l'assouplissement de la position communiste au milieu de l'année 1944 ».*

- **En 1946**, la politique du KKE de recourir à la lutte armée afin de satisfaire aux exigences tactiques de Staline, dans un contexte défavorable où la réaction grecque se déchaîne, va entraîner une guerre civile dévastatrice qui durera 3 ans.

LA GUERRE CIVILE (1946-1949)

« En décidant de déclencher une nouvelle lutte armée [...] le parti communiste se fondait sur une évaluation fondamentalement erronée du rapport des forces en présence ». De nombreux cadres du parti sont résolument opposés à ce déclenchement (Zografos, membre du Comité central du KKE a reconnu plus tard que *« la décision de déclencher la lutte armée allait à*

l'encontre des sentiments des masses ». De plus, *« les erreurs commises pendant l'occupation furent répétées à grande échelle. Jusqu'à l'automne 1947 la guérilla [...] fut utilisée comme un moyen de pression pour provoquer le renversement de la situation issue des élections de 1946 et l'imposition d'un gouvernement de coalition large avec la participation de la gauche »*

D'autre part, Zachariades (dirigeant stalinien formé à Moscou dont *« la préoccupation majeure était d'obéir aux desiderata soviétiques »*) se méfie de plus en plus des chefs de guérilla qui menacent la structure monolithique du parti, hésite à s'appuyer sur eux et contribue ainsi à affaiblir l'Armée démocratique. Plus grave, *« ses effectifs urbains furent pratiquement livrés au gouvernement central. Après avoir déclenché la guerre civile, Zachariades se refusa à voir les conséquences de son entreprise. Ses réserves humaines les plus nombreuses et les plus fidèles allaient être sacrifiées dans les prisons, les camps de concentration et devant les pelotons d'exécution, sans qu'on leur ait donné la chance de tirer un seul coup de fusil ».*

• En même temps, un siècle de domination britannique en Méditerranée orientale prend fin en 1947 quand les problèmes de la Grande Bretagne l'obligent à évacuer la Grèce, laissant le gouvernement grec « nu ». **Mais l'intervention américaine en Grèce lui fait suite** : l'aide militaire et économique dont la Grèce bénéficie après la proclamation du plan Marshall est considérable et constitue un mécanisme très efficace permettant aux USA d'intervenir en permanence dans les affaires de la Grèce. Dès fin 1947, d'énormes quantités de matériel arrivent en Grèce et la mission militaire US prend en main la direction stratégique des opérations militaires : l'armée grecque est dotée d'armes modernes, entraînée à la contre-guérilla, le terrorisme inauguré par les bandes fascistes en 1943-44 se pratique maintenant sous les auspices « légalisés » de l'armée nationale. Malgré cela, en 1948 l'armée ne réussit pas à briser la guérilla qui subit néanmoins des pertes très élevées. Mais le rapport des forces était radicalement modifié : durcissement de l'action policière, interdiction du KKE, arrestation de milliers de ses membres anéantirent le pouvoir du parti communiste dans les villes.

Des difficultés politiques commencèrent à saper le moral de l'Armée démocratique : le 28 juin 1948, la Yougoslavie de Tito, principal centre d'approvisionnement de la guérilla est, suite à des divergences avec Staline, exclue du Cominform. *« Au fur et à mesure que les campagnes se vidaient, les communistes intensifièrent leurs raids terroristes et se remirent à prendre des otages, bien que la direction communiste eût officiellement condamné ces pratiques lorsqu'elles avaient été utilisées en décembre 44 »*, fournissant un atout efficace à la propagande de la droite. Fin 1948, Zachariades, malgré les protestations de Markos, principal chef de guérilla, décide de passer de la guérilla à la guerre conventionnelle. Face à une armée grecque réorganisée efficacement par les Américains, les conséquences de la guerre conventionnelle furent désastreuses pour l'Armée démocratique. Après l'offensive générale lancée en août au mont Gramos, les restes de l'Armée démocratique sont repoussés derrière la frontière albanaise. Le 16 octobre 1949, le KKE annonce sa décision de cessez-le-feu.

La guerre civile coûta à la Grèce officiellement 40 000 vies, officieusement 158 000, des centaines de milliers de gens se retrouvèrent sans domicile, et les dégâts matériels mirent le pays quasiment dans l'état de 1944. *« Pourtant [...] ce que la guerre civile légua de plus grave au pays, ce n'est pas l'énorme désastre humain et matériel, mais le clivage politique, idéologique et culturel sans précédent entre ce qui fut baptisé « l'attitude nationale » et ce qui restait des forces progressistes »*